

## Une sinophilie en étincelles Les « amis » de la Chine au Québec dans les années 1970

Yuxi Liu

Volume 77, Number 1-2, Summer–Fall 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1111400ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1111400ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Liu, Y. (2023). Une sinophilie en étincelles : les « amis » de la Chine au Québec dans les années 1970. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 77(1-2), 117–148. <https://doi.org/10.7202/1111400ar>

Article abstract

In the mid-1970s, two associations dedicated to fostering relations with China existed concurrently in Montreal: the Société Canada-Chine and Amitiés Québec-Chine ; their members called themselves “friends” of China. Coming from a wide variety of social, economic, and political backgrounds, they formed, along with Maoists, a circle of sinophiles who sought to have an impact on Quebec society through privileged links with China. Focusing on these actors, this article sheds light on the evolution of sinophilia in Quebec in the 1970s, which arose from the encounter between an intellectual and diplomatic tendency inside the English-speaking elite and the social and political movements that were shaking Quebec society, particularly on the French-speaking side.

# Une sinophilie en étincelles

## Les « amis » de la Chine au Québec dans les années 1970

YUXI LIU

RÉSUMÉ • Au milieu des années 1970, deux groupes d'amitié avec la Chine existent en parallèle à Montréal : la Société Canada-Chine et les Amitiés Québec-Chine, dont les membres se disent les « amis » de la Chine. Issus de milieux socioéconomiques et politiques très variés, ils forment, avec les maoïstes, un cercle de sinophiles qui cherchent à influencer la société québécoise au moyen de liens privilégiés avec la Chine. En se penchant sur ces acteurs, cet article met en lumière l'évolution de la sinophilie au Québec dans les années 1970, laquelle est née de la rencontre entre une tendance intellectuelle et diplomatique au sein de l'élite anglophone et les mouvements sociaux et politiques qui ébranlent la société québécoise, en particulier du côté francophone.

ABSTRACT • *See end of volume.*

L'HISTORIEN AMÉRICAIN Jonathan D. Spence affirme que « les pays occidentaux finirent tous, tôt ou tard, par avoir des relations avec la Chine, que le contact fût établi par des marchands, des missionnaires, des diplomates, des soldats ou des marins, des médecins, des enseignants ou des techniciens<sup>1</sup> ». Sous la plume des observateurs, on trouve beaucoup de preuves d'un discours de domination ou de rejet, mais également de nombreux signes de curiosité, de respect, d'affection, d'empathie, d'admiration, d'enthousiasme, etc. Ces sentiments seraient caractéristiques de ce que certains chercheurs appellent la « sinophilie ».

Les historiens et les historiennes s'intéressant à l'évolution des perceptions de la Chine sur le long terme réalisent des synthèses qui illustrent le mouvement d'un balancier oscillant entre « sinophobie » et « sinophilie » dans les mentalités européennes et nord-américaines. Ils et elles s'attachent aussi

1. Voir Jonathan D. Spence, *La Chine imaginaire. Les Chinois vus par les Occidentaux, de Marco Polo à nos jours*, traduction de Bernard Olivier (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000), p. 161.

à cerner la dynamique entre cette alternance et les relations sino-occidentales<sup>2</sup>. Pour de multiples raisons, un mouvement sinophile émerge dans les années 1950 et connaît un développement continu à travers le monde jusqu'au début des années 1980. Des groupes « d'amitié » avec la République populaire de Chine (RPC) sont fondés non seulement dans les pays socialistes, mais également au sein des sociétés capitalistes. Les membres, qui se qualifient d'« amis » de la Chine, cherchent à présenter une autre image de ce pays, c'est-à-dire différente de celle véhiculée dans les médias. Au Québec, deux associations d'amitié avec la Chine voient le jour durant la première moitié des années 1970. Leurs membres sont issus des milieux socioéconomiques et politiques très variés : professeurs d'université et de cégep, étudiants (y compris les plus radicaux), travailleurs (à l'usine, en garderie, etc.), journalistes, syndicalistes, etc. Avec les maoïstes, ils forment un cercle de sinophiles qui tentent d'avoir un impact dans les sphères politique, sociale et universitaire du Québec au moyen de liens privilégiés avec la Chine.

Les « étincelles » sinophiles qui constituent l'objet d'étude de cet article sont une fenêtre à travers laquelle nous pouvons appréhender la mutation de la société québécoise dans les années 1970. Notre travail vise d'abord à saisir les changements qui s'opèrent au Québec par le biais de ses rapports avec le monde extérieur, en l'occurrence avec la Chine. Il cherche ensuite à mettre en lumière les actions que ces « amis » de la Chine, sans rôle diplomatique officiel, entreprennent et poursuivent au-delà et en deçà des cadres étatiques, les motivations qui les ont conduits à travailler volontairement pour l'amitié sino-québécoise et, enfin, l'influence de leurs initiatives dans diverses sphères de la société. Finalement, nous tentons de contribuer à l'enrichissement des enquêtes menées parallèlement par des historiens de différents pays sur le mouvement d'amitié avec la Chine à l'échelle nationale ou mondiale<sup>3</sup>.

2. Voir Colin Mackerras, *Western Images of China* (Hong Kong, Oxford University Press, 1999) et *Sinophiles and Sinophobes. Western Views of China* (Oxford, Oxford University Press, 2000).

3. Depuis 2000, les associations d'amitié avec la Chine au Royaume-Uni, en France, en Belgique, en Suisse, au Japon, en Suède, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans plusieurs autres pays ont été étudiées par les historiens. Mentionnons, entre autres, Tom Buchanan, *East Wind. China and the British Left, 1925-1976* (Oxford, Oxford University Press, 2012) ; Kaixuan Liu, « Le miroir chinois : les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique, diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 », thèse de doctorat (histoire), Institut d'études politiques de Paris et Centre d'histoire de Sciences Po, 2019 ; Cyril Cordoba, *Au-delà du rideau de bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949-1989)* (Neuchâtel, Alphil et Presses universitaires suisses, 2020).

Les travaux de l'historien et politologue Serge Granger sur les relations sino-québécoises montrent la façon dont les missionnaires canadiens-français ont construit et maintenu les premiers liens entre la Chine et la population québécoise<sup>4</sup>. Granger affirme que, dans les années 1960, la sécularisation de la société québécoise a contribué à la « laïcisation » et à l'évolution des mentalités à l'égard de la Chine<sup>5</sup>. On assiste ainsi à une diversification des acteurs s'intéressant à ce pays : leurs intérêts, motivations et niveaux de connaissance, de compréhension et d'engagement sont fort variés. En se penchant sur cette constellation d'acteurs, cet article vise à offrir quelques éléments complémentaires aux travaux existants sur le rapport du Québec à la Chine dans les sphères religieuse, politique<sup>6</sup>, littéraire<sup>7</sup> et médiatique<sup>8</sup>.

4. L'ouvrage *Le lys et le lotus. Les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950* (Montréal, VLB, 2005) montre que de l'époque de la Nouvelle-France jusqu'à l'établissement de la République populaire de Chine, les relations sino-québécoises ont été principalement entretenues par les missionnaires.

5. Serge Granger, « Le retour du Québec en Chine, 1960-1985 », dans Stéphane Paquin et Louise Beaudoin (dir.), *Histoire des relations internationales du Québec* (Montréal, VLB, 2006), p. 118-128 ; voir aussi Serge Granger, « La longue marche vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1 (2014), p. 42-61.

6. La « maophilie » québécoise est étudiée notamment par Jean-Philippe Warren, dans son ouvrage *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Celui-ci contribue grandement à une compréhension plus fine des motivations ayant conduit de jeunes Québécois à vouer une dizaine d'années de leur vie à l'avènement d'une société sans classes. L'auteur met de l'avant le rôle joué par la Chine populaire en tant que pôle de référence dans la genèse et le développement des deux groupes maoïstes principaux. Néanmoins, il demeure difficile de saisir l'image de la Chine qui est véhiculée au sein de ces groupes, et de placer cette image perçue par les maoïstes dans un éventail plus large des perceptions de ce pays qui se côtoient et s'affrontent au sein de la société québécoise.

7. Les maoïstes ne sont pas les seuls à être éblouis par la civilisation chinoise. En effet, cette fascination peut remonter jusqu'à l'époque de la Nouvelle-France. Les Canadiens français s'intéressant à la Chine font l'objet d'études de plusieurs chercheurs. Citons les travaux de Pierre Rajotte sur l'évolution de l'image de l'autre sous la plume des voyageurs québécois de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle (« L'Asie dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle : un miroir contre-ethnocentrique », dans Janusz Przychodzen [dir.], *Asie de soi, Asie de l'autre. Récits et figures de l'altérité* [Québec, Presses de l'Université Laval, 2009], p. 131-150 et « L'Orient dans les récits des voyageurs québécois de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle : une expérience de déperdition de soi », *Voix et Images*, vol. 31, n° 91 [2005], p. 15-31), et les analyses de Janusz Przychodzen sur l'orientalisme québécois dans la littérature (« Étrangère, Asie ? Altérité et modernité dans le grand roman d'espionnage de Pierre Saurel », dans Przychodzen [dir.], *Asie de soi, Asie de l'autre*, p. 105-129).

8. Daniel Desharnais, « La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976) », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2001.

Notre analyse s'ouvre sur un examen de la politique internationale chinoise et l'évolution des associations d'amitié avec la Chine à travers le monde, avant de présenter le contexte dans lequel se sont regroupés les sinophiles du Québec au début des années 1970. Elle se penche ensuite sur les deux principaux groupes d'amitié à Montréal et sur le rôle des maoïstes au sein de ceux-ci.

Les archives personnelles des acteurs non étatiques du Québec sont les éléments les plus importants de notre corpus. Notre enquête s'appuie en effet sur des sources documentaires provenant de plusieurs fonds privés, notamment celui de Céline Lamontagne et la collection Paul T.K. Lin. Membre de l'association Amitiés Québec-Chine de 1975 à 1976 et de la Société Canada-Chine de 1976 à 1980, Céline Lamontagne a participé activement au travail d'amitié avec la Chine. Ses archives témoignent de l'évolution des associations d'amitié au Québec et de leur rôle dans les relations sino-québécoises<sup>9</sup>. Quant à la volumineuse collection Paul T.K. Lin (« Lin Papers ») conservée à Hong Kong, la correspondance, les articles personnels, le matériel de référence et les photos qu'elle contient permettent de saisir la constitution et l'évolution d'un réseau sinophile au Québec durant le séjour de Lin à Montréal (1965-1982). Cet article s'appuie en outre sur les fonds des associations d'amitié<sup>10</sup>, des groupes maoïstes et des institutions de savoir<sup>11</sup>. Enfin, nous aurons recours aux témoignages publiés (autobiographies, souvenirs, etc.) d'individus ayant contribué à la promotion de l'amitié avec la Chine en sol québécois. Ces sources viennent compléter les informations que nous avons recueillies dans les fonds d'archives personnelles.

9. C'est par hasard que j'ai rencontré M<sup>me</sup> Céline Lamontagne. Pour étudier le voyage en Chine d'une délégation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), j'ai pris contact avec M. Yves Lacroix, alors archiviste de la CSN. Lors de ma première visite aux archives, je lui ai expliqué mon projet de recherche. Quelques mois plus tard, il m'informait qu'une collègue ne savait pas quoi faire d'un fonds privé qu'aucun centre d'archives ne semblait disposé à recueillir. Les archives de Céline Lamontagne sont fort pertinentes pour l'étude des organisations d'amitié avec la Chine au Québec dans la mesure où plusieurs rapports de réunion éclairent les questions au cœur des conflits internes des deux principaux groupes d'amitié à Montréal.

10. Citons, entre autres, le fonds Société Canada-Chine inc. – Section Abitibi-Témiscamingue (P267), conservé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Archives nationales à Rouyn-Noranda (ci-après ANQ-RN), et le fonds Canada-China Friendship Association (MS-11-2), conservé aux Dalhousie University Archives.

11. Notamment le fonds Centre d'études de l'Asie de l'Est (E131), conservé à la Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal.

## Influencer et gagner les peuples

Durant la guerre froide, hors des réseaux diplomatiques officiels, des canaux non conventionnels, autrement dit parallèles, constituent une méthode utilisée par plusieurs pays des deux côtés du rideau de fer pour gagner « les cœurs et les esprits<sup>12</sup> » de populations étrangères. Peu de temps après la fondation de la RPC en 1949, des organismes sont créés par le gouvernement pour cultiver l'amitié et approfondir la compréhension mutuelle entre les peuples du monde entier et celui de la Chine.

Dans son discours intitulé « Notre politique et nos tâches diplomatiques » (pinyin<sup>13</sup>: « *women de waijiao fangzhen he renwu* »), prononcé le 30 avril 1952, le premier ministre Zhou Enlai affirme qu'il faut unir les peuples du monde, non seulement ceux des pays frères, mais aussi ceux « des anciens pays coloniaux et semi-coloniaux et des pays capitalistes ». Il précise: « Mais dans le cas de la diplomatie, c'est la relation entre États et États qui est l'objet. La diplomatie s'exerce sous la forme de relations d'État à État, mais l'objectif fondamental reste d'influencer et de gagner des peuples, ce qui est dialectique. Il est important d'être clair sur ce point<sup>14</sup>. »

Durant son long mandat, Zhou souligne plus d'une fois que les activités diplomatiques ne concernent pas uniquement le gouvernement, mais que le peuple dans son ensemble a le droit d'y participer: « Les relations entre les deux peuples ne peuvent pas être menées uniquement par des diplomates professionnels, mais doivent s'appuyer davantage sur les deux peuples eux-mêmes<sup>15</sup> », explique-t-il. En vertu de cette stratégie, des

12. Kenneth A. Osgood, « Hearts and Minds: The Unconventional Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 4, n° 2 (2002), p. 85-107.

13. Différents systèmes de transcription ont été élaborés pour permettre aux Occidentaux de prononcer les caractères chinois. Le pinyin est le plus répandu. Les transcriptions en pinyin sont données entre parenthèses.

14. « *Dan jiu wai jiao gong zuo lai shuo, ze shi yi guo jia he guo jia de guan xi wei dui xiang de. Wai jiao shi tong guo guo jia he guo jia de guan xi zhe ge xing shi lai jin xing de, dan luo jiao dian hai shi zai ying xiang he zheng qu ren min, zhe shi bian zheng de. Zhe yi dian yao gao qing chu.* » Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine et Bureau de recherche documentaire du Comité central du Parti communiste chinois (dir.), *Zhou Enlai wai jiao wen xuan* (Sélection d'écrits diplomatiques de Zhou Enlai) (Beijing, Zhong yang wen xian chu ban she [Central Documentation Press], 1990), p. 52. Les traductions sont de l'auteure.

15. « *Liang guo ren min zhi jian de guan xi bu neng dan kao zhi ye wai jiao jia lai jin xing, geng duo de ying gai yi lai liang guo ren min zhi jie lai jin xing.* » Bureau de recherche sur l'histoire diplomatique du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, *Zhou Enlai wai jiao huo dong da shi ji (1949-1975)* (*Chronologie des activités diplomatiques*

activités visant à « promouvoir les relations entre les gouvernements par le biais d'échanges entre les peuples » (« *yi min cu guan*<sup>16</sup> ») sont organisées. Dans l'historiographie chinoise, cette politique est connue sous le nom de « ren min wai jiao » (人民外交, littéralement « diplomatie du peuple<sup>17</sup> »), qui désigne les activités extérieures de la RPC basées sur la théorie de l'analyse de classe, sous les auspices des agences extérieures du Parti communiste chinois (PCC) mais au nom d'organisations populaires, avec pour cibles principales des militants politiques étrangers politiquement crédibles et des organisations non gouvernementales, et dans le but d'établir des relations amicales entre les peuples et un front uni dans la lutte politique internationale<sup>18</sup>. Un exemple typique de l'application « expérimentale » de cette politique par le gouvernement chinois est ses tentatives de laisser le « peuple » japonais « tout faire bien avant l'établissement de relations diplomatiques gouvernementales<sup>19</sup> ».

En fait, les voyages en Chine favorisent cette promotion du gouvernement par le peuple. Le tourisme a une importance politique et économique considérable, son but étant de faire connaître les réalisations de l'État et du peuple chinois et de dissiper les malentendus à propos de la Chine causés par la confrontation entre les deux camps. Sur la proposition de Wang Jiayang, directeur du Comité central de pilotage des activités internationales, Zhou Enlai décide de créer, le 15 avril 1954, l'agence de voyage Lùxingshe comme principal organisme d'accueil des touristes étrangers.

de Zhou Enlai [1949-1975]) (Beijing, Shijie zhishi chubanshe [World Knowledge Press], 1993), p. 212.

16. Bureau de recherche documentaire du Comité central du Parti communiste chinois (dir.), *Zhou Enlai zhuan III (Bibliographie de Zhou Enlai)* (Beijing, Central Documentation Press, 1998), p. 1183.

17. Le terme de « ren min wai jiao » se confond souvent avec celui de « min jian wai jiao » (民间外交), traduit dans de nombreux travaux comme « people-to-people diplomacy ». Cette confusion conceptuelle a suscité des débats au sein de la communauté historique. Étant donné les limites d'espace d'un article, nous devons nous en tenir à ce constat.

18. « *Xin zhong guo ji yu jie ji fen xi li lun, you zheng dang dui wai ji gou zhu chi dan yi ren min tuan ti ming yi chu xian, yi zheng zhi shang ke xin yong de wai guo zheng zhi huo dong fen zi he fei zheng fu zu zhi wei zhu yao gong zuo dui xiang, wei jian li ren min jian you hao guan xi he guo ji zheng zhi dou zheng tong yi zhan xian er kai zhan de dui wai huo dong.* » Jianping Liu, « Zhong guo de min jian wai jiao: li shi fan si yu xue shu gui fan », *Guo ji guan cha*, n° 5 (2008), p. 25.

19. « *Zai zheng fu jian jiao qian, ba shen me shi dou zuo hao.* » Zhou En lai jie jian hui fu zhong ri bang jiao guo min yi hui fang hua shi jie tuan tan hua ji yao (Résumé de la réception par Zhou Enlai de la délégation de la Conférence nationale sur le rétablissement des relations diplomatiques sino-japonaises en Chine), 11 octobre 1957.

Avant 1960, ce sont surtout des pays socialistes qui sont visés, l'accueil de touristes des pays capitalistes (principalement des communistes et des partisans de la gauche) étant limité et sélectif<sup>20</sup>. L'espoir est qu'une fois que ces personnes importantes auront constaté la viabilité de la société chinoise rouge ou, à tout le moins, la fermeté de l'emprise du PCC, elles ne pourront manquer de rapporter que la RPC n'a rien d'éphémère et qu'il est peut-être temps de reconnaître la place qui lui revient parmi les nations. Toujours en 1954, l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (*zhong guo ren min dui wai you hao xie hui*, ou *you xie*) est mise en place. Elle fait partie d'un système de communication internationale<sup>21</sup>, qui incorpore également l'agence de presse Xinhua (Chine nouvelle), la station Radio Pékin, la maison Éditions en langues étrangères et l'agence de voyage Lùxingshe<sup>22</sup>. Les premiers groupes d'amitié avec la RPC voient le jour dans les années 1950. Une association d'amitié avec la Chine est née le 1<sup>er</sup> octobre 1950 au Japon. Proche du parti socialiste du Japon, son objectif déclaré est de « promouvoir la paix et l'intérêt mutuel entre les deux pays, en utilisant les échanges et en faisant la promotion du commerce », ainsi que de « réfléchir profondément à la vision erronée du peuple japonais à l'égard de la Chine et contribuer à la paix

20. Depuis le 20<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'URSS en 1956, le conflit entre celui-ci et le Parti communiste chinois s'accroît. Lorsque leurs divergences deviennent publiques en 1960, la ligne diplomatique de la Chine passe d'« un côté » à « deux lignes » : anti-impérialisme et antirévissionnisme. En 1963-1964, Mao Zedong élabore la théorie des « zones intermédiaires » (« *zhong jian di dai* »), prototype de celle des « trois mondes ». En conséquence, la stratégie diplomatique de la Chine se recentre sur les pays des « zones intermédiaires », cherchant à établir un front international uni contre l'impérialisme et l'hégémonie. Ce changement de stratégie se reflète dans les groupes cibles de ses activités touristiques. À partir de 1964, la Chine assouplit ses restrictions à l'égard des pays capitalistes occidentaux, une « politique de solidarité [devant] être adoptée avec les peuples » de ces pays (« *dui zi ben zhu yi guo jia ren min yao cai qu tuan jie de fang zhen* »). Les autorités chinoises considèrent « qu'il existe de nombreux moyens de les unir, et le moyen le plus efficace reste le tourisme » (« *tuan jie ta men you hen duo tu jing, zui you xiao de tu jing hai shi lu you shi ye* »). *Guan yu 1964 nian jin chu lu xing ren shu gui hua de qing shi bao gao* (Rapport sur la demande d'information relative à la planification des entrées et sorties de voyageurs pour 1964), Archives de la province du Jiangsu, 5019-002-0042, cité dans Sujun Wang, « 1956-1966 nian wai guo you ke lai hua lu you jie dai yan jiu » (« A Study on the Reception of Foreign Tourists in China from 1956 to 1966 »), *Jiang su da xue xue bao (she hui ke xue ban)*, vol. 23, n° 1 (janvier 2021), p. 94.

21. *Dui wai xuan chuan* est traduit dans des travaux historiques de langues anglaise et française par « propagande externe », ce qui crée une certaine confusion, car le terme *xuan chuan* en chinois n'est pas connoté négativement comme celui de « propagande ».

22. Voir Cagdas Ungor, « Reaching the Distant Comrade: Chinese Communist Propaganda Abroad (1949-1976) », thèse de doctorat (histoire), State University of New York at Binghamton, 2009.



dans le monde<sup>23</sup> ». La plupart des associations d'amitié avec la Chine sont fondées par des individus qui ont séjourné en Chine, au Royaume-Uni (1950), en Suède (1952)<sup>24</sup>, au Chili (1952), en France (1952), en Nouvelle-Zélande (1952), au Luxembourg (1956) et au Mexique (1957). Dans la plupart des cas, ces associations sont issues de la rencontre des milieux universitaire (en particulier des sinologues) et de gauche. Toutefois, les travaux existants montrent que les relations d'amitié ont des aspects très variés d'un pays à l'autre. Par exemple, en France, l'Association des amitiés franco-chinoises (AAFC) affirme sa volonté et sa capacité de contribuer à la création de conditions favorables à l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine, tandis qu'en Suisse, le principal objectif des associations est de cultiver une attitude plus positive à l'égard de la Chine afin de contrer la surveillance stricte exercée par le gouvernement suisse sur les activistes de gauche<sup>25</sup>.

Au Canada, la première association d'amitié avec la RPC est fondée en 1964 à Vancouver par Jack Scott, membre du Parti communiste du Canada. Lors du schisme sino-soviétique en 1963<sup>26</sup>, ce dernier se range du côté de l'URSS, ce qui provoque un mécontentement de la part des membres pro-chinois. Ces derniers créent donc la Canada-China Friendship Association

23. « *promote peace and mutual benefit between the two countries, by using exchanges and promoting trade* » ; « *reflect deeply upon the Japanese people's mistaken view of China and to contribute to world peace* ». Vyas Utpal, *Soft Power in Japan-China Relations. State, Sub-State and Non-State Relations* (Londres et New York, Routledge, 2011), p. 142.

24. L'ouvrage *The Cold War in Asia. The Battle for Hearts and Minds* aborde les canaux politiques et culturels à travers lesquels le régime chinois fait de la propagande auprès des acteurs non étatiques des pays étrangers. Les auteurs mettent en lumière le rôle international du maoïsme dans la diplomatie chinoise, notamment en Birmanie, en Indonésie, au Mexique et en Suède. Yangwen Zheng, Hong Liu et Michael Szonyi (dir.), *The Cold War in Asia. The Battle for Hearts and Minds* (Leyde, Brill, 2010).

25. Voir Cyril Cordoba et Liu Kaixuan, « Unconditional Followers of the RPC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s-1980s », dans Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss et Valeria Zanier (dir.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split* (Leyde et Boston, Brill, 2019), p. 87-107.

26. En 1963, la majorité des groupes voulant inscrire leur combat dans le mouvement communiste international doivent choisir leur champ : prosoviétique ou prochinois. Ainsi le politologue Jean-Marc Piotte déplore-t-il en 1975 : « Il me semble aussi clair qu'au Québec et au Canada... il faut chercher à obtenir l'appui de Moscou ou de Pékin dans notre lutte pour le socialisme et qu'il faut appuyer tous les mouvements qui, de par le monde, luttent contre l'impérialisme américain, que ces mouvements soient prosoviétiques ou prochinois. Hélas, l'une des principales divisions qui sépare les marxistes québécois et canadiens est le conflit sino-soviétique. » Jean-Marc Piotte, « Moscou et Pékin », *Chroniques*, vol. 1, n° 8-9 (1975), p. 120.

(CCFA) par réaction au positionnement prosoviétique de leur parti et aussi par sympathie envers la Chine. Lors de sa fondation, la CCFA est la première de ce genre en Amérique du Nord<sup>27</sup>, et le gouvernement chinois prend des initiatives pour rejoindre ces premiers « amis » de la Chine<sup>28</sup>. Plusieurs membres importants sont invités à faire un voyage en Chine. Ainsi, par l'intermédiaire de la CCFA, la Chine développe un canal qui la relie à la population nord-américaine. Du côté canadien, cette organisation offre une plateforme à ceux qui répondent à nos critères de « sinophilie », du Canada et d'ailleurs<sup>29</sup>. Ces sinophiles organisent des conférences et d'autres types d'activités portant sur la Chine et permettant aux publics intéressés de s'informer à son sujet par des moyens autres que les médias.

Le 13 octobre 1970, le Canada et la RPC établissent des relations officielles, en promettant un échange d'ambassadeurs dans les six prochains mois. La visite historique du premier ministre Pierre Elliott Trudeau en 1973 suscite un intérêt important pour la Chine, en particulier chez les universitaires, les étudiants et les professionnels canadiens. Elle conduit rapidement à la formation d'associations ou sociétés d'amitié Canada-Chine à travers le pays, dirigées par des personnalités telles que James Endicott<sup>30</sup>. Pei-Chih Hsieh joue un rôle déterminant dans la création de la section saskatchewanaise de la CCFA<sup>31</sup>.

27. Bryan D. Palmer (dir.), *A Communist Life. Jack Scott and The Canadian Workers Movement, 1927-1985* (Saint-Jean TN, Committee on Canadian Labour History, 1988), p. 160. Jack Scott se rappelle : « Après avoir créé l'Association d'amitié Canada-Chine, qui était d'ailleurs la seule à l'époque dans tout le continent nord-américain, nous avons été amenés à participer à toutes sortes d'événements... » (« *Having established the Canada-China Friendship Association, which incidentally was the only one at the time and for some years after in the whole of the North American continent, we were led into all kinds of events...* »)

28. *Ibid.*, p. 149.

29. Par exemple, le journaliste et réalisateur Felix Greene est invité par la CCFA à donner une série de conférences. Né en Angleterre, il a visité la Chine populaire pour la première fois en 1957 et produit, plus tard, les films *Peking Symphony Orchestra* (1965), *China* (1965), *Report from China* (1966-1967), *One Man's China* (1972), *Freedom Railway* (1974), etc. Il est aussi l'auteur de plusieurs chroniques sur des pays communistes dans les années 1960 et 1970.

30. James Endicott, né en Chine en 1898, devient conseiller du gouvernement nationaliste chinois et des services de renseignement américains pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, Endicott se rapproche ensuite des communistes. Il retourne au Canada en 1947 et continue de soutenir la RPC, en se servant de publications et en organisant des séances d'information à l'intention des hommes d'État canadiens.

31. Liwen Yang (dir.), *Xie Peizhi jiao shou ji nian wen ji (Professor Pei-Chih Hsieh Memorial Collection)* (Beijing, min zu chu ban she, 2001). Né à Shandong (Chine) en 1930, Pei-Chih Hsieh a obtenu son doctorat à l'Université de Pennsylvanie. Il a enseigné l'histoire de l'Asie à l'Université de Regina de 1965 à 1997. À partir de 1972, il s'est rendu en

Pour comprendre le contexte dans lequel est né le premier groupe d'amitié avec la Chine, il est important de revenir sur un événement qui se tient à Montréal en 1972, après la reconnaissance diplomatique, mais avant la visite en Chine du premier ministre Trudeau en 1973.

## Le pavillon de la Chine communiste à l'exposition *Terre des Hommes* (1972)

Inaugurée en 1968 par le maire Jean Drapeau, l'exposition *Terre des Hommes* s'inscrit dans le prolongement de l'exposition universelle de Montréal, communément appelée « Expo 67 ». Celle-ci ayant connu un véritable succès, la vocation du site fait l'objet de maints questionnements et débats. Des promoteurs suggèrent d'en faire un complexe immobilier luxueux, tandis que d'autres proposent de transformer les îles en campus international. C'est le concept du maire Jean Drapeau qui l'emporte. Le site devient ainsi une exposition permanente qui vise à attirer, comme l'explique Drapeau dans un entretien avec le journaliste Claude Jean Devirieux, « les touristes et, surtout, la jeunesse<sup>32</sup> ». L'exposition *Terre des Hommes* débute le 17 mai 1968 et se tient tous les étés jusqu'en 1978.

Le pavillon chinois d'Expo 67 a été présenté par le gouvernement de Taïwan, auquel restait fidèle une bonne partie de la communauté chinoise de Montréal. Lorsque les invitations ont été lancées en novembre 1963, la République de Chine, alors à Taïwan, est le dix-septième pays à confirmer sa présence. Aucune invitation n'a été envoyée à Pékin, sous prétexte que seuls les pays avec lesquels le Canada avait des relations diplomatiques pouvaient participer à l'exposition. Dans *Portrait de l'Expo*, Robert Fulford fait la remarque suivante : « On a donné comme excuse officielle que le Canada ne reconnaissait pas officiellement Pékin, la Chine rouge ne pouvait être invitée par les voies diplomatiques normales. Ceci pouvait paraître curieux à ceux

Chine à plusieurs reprises. Au moins trois de ces voyages ont eu des répercussions dans le domaine universitaire. Par exemple, en 1973, il a passé deux mois en Chine afin de visiter les universités de Wuhan, de Beijing et de Liaoning ; il a donné de nombreuses conférences sur la société canadienne et a facilité la conclusion d'un accord d'échange entre l'Université de Regina et l'Université de Shandong. Voir Martin Singer, *Relations universitaires du Canada avec la République populaire de Chine depuis 1970*, 2 vol. (Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1987), p. 294.

32. « Terre des Hommes, le prolongement rêvé de l'Expo 67 », [ici.radio-canada.ca/nouvelle/1100267/terre-hommes-exposition-ile-sainte-helene-expo-67-archives].

qui avaient remarqué que le manque de voies diplomatiques n'avait pas empêché le Canada de vendre à la Chine pour quelques centaines de millions de dollars de blé<sup>33</sup>. » Après la normalisation des relations diplomatiques entre le Canada et la RPC, celle-ci récupère le pavillon chinois de l'exposition *Terre des Hommes*. Dès le 29 août 1971, un membre du cabinet du maire de Montréal confirme que des pourparlers sont entamés depuis déjà plusieurs semaines avec le chargé d'affaires de l'ambassade de la RPC à Ottawa<sup>34</sup>. Il précise d'ailleurs qu'une entente définitive à ce sujet interviendra dans les prochaines semaines. Cette information est corroborée par un porte-parole du gouvernement du Québec qui a accepté de subventionner l'exposition à hauteur de quelque 10 millions de dollars, répartis sur trois ans<sup>35</sup>.

La participation de la RPC est finalement confirmée par Jean Drapeau le 27 avril 1972. La Chine populaire va occuper « ce que le maire a diplomatiquement appelé “le pavillon oriental” », comme le rapporte un journaliste de *La Presse*<sup>36</sup>. Le gouvernement chinois a l'intention de reprendre le pavillon occupé par Taïwan, dit de « la Chine nationaliste » en 1967, 1968 et 1969, alors que la Ville de Montréal aurait préféré lui offrir l'ancien pavillon de l'Ontario<sup>37</sup>. « Tout indique que c'est à l'insistance de la Chine de Mao que celle-ci sera logée dans le pavillon autrefois occupé par Taiwan<sup>38</sup> », affirme le journaliste. Enfin, le maire de Montréal souligne que « c'est par des voies

33. Robert Fulford, *Portrait de l'Expo*, traduction de Massue Belleau (Montréal, Maclean-Hunter, 1968), cité dans Granger, « La longue marche vers l'acceptation de la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste », p. 52.

34. « La Chine communiste présente à Terre des Hommes l'an prochain », *Dimanche dernière heure*, 29 août 1971. Notons que l'auteur du reportage a prévu le succès du futur pavillon chinois dans les termes suivants : « On peut même dire sans craindre de se tromper que le pavillon chinois, s'il voit le jour, sera l'attraction principale de Terre des Hommes l'an prochain. »

35. « Un premier pas en Amérique du Nord : la Chine communiste à Terre des Hommes en 72 », *Montréal-Matin*, 29 août 1971.

36. « TDH : nouvelle formule d'admission dans tous les pavillons (\$5) », *La Presse*, 28 avril 1972.

37. « La Chine à Terre des Hommes et la “bulle” américaine... crève », *Montréal-Matin*, 12 mars 1972. Voir aussi Charles Lazarus, « U.S. Bubble Bursts as China Eyes Fair », *The Montreal Star*, 11 mars 1972. Ce reportage signale que « Pékin aurait jeté son dévolu sur l'ancien pavillon du gouvernement taïwanais de Chiang Kai-shek, tandis que la ville privilégie l'ancien pavillon de l'Ontario... » (« Peking is understood to have its heart set on the pavilion formerly occupied by Chiang Kai-shek's Taiwan government, while the city favors the former Ontario Pavilion... »).

38. « TDH : nouvelle formule d'admission dans tous les pavillons (\$5) », *La Presse*, 28 avril 1972.

diplomatiques que la Chine a été invitée à participer<sup>39</sup>». La Ville de Montréal se félicite de ce « premier geste concret posé par la République populaire chinoise, en terre d'Amérique<sup>40</sup> » :

Pour sa première participation à Terre des Hommes, la République Populaire de Chine a rassemblé dans son pavillon un mélange exceptionnellement réussi de culture classique et des métiers contemporains qui font la force de ce pays de 700 millions d'habitants. L'un des traits dominants de ce pavillon est le fait que tous les artistes contemporains des provinces de Chine ont été avisés que leurs travaux étaient envoyés au Canada, à Terre des Hommes 1972. On invite de plus chaque visiteur à donner son opinion sur le style et la qualité de la participation chinoise dans un livre placé à cet effet, bien à la vue du public<sup>41</sup>.

Pour l'occasion, le pavillon chinois est décoré de drapeaux nationaux, de lanternes de papier et de matériaux décoratifs sur fond ivoire et blanc cassé. L'extérieur est entièrement repeint d'un jaune doux. À l'intérieur du pavillon, toute une section du rez-de-chaussée est consacrée à la peinture classique chinoise du 15<sup>e</sup> siècle pendant la dynastie Ming. De l'autre côté, 16 tableaux donnent à voir les paysages et certains centres de Pékin, Shanghai, Yan'an<sup>42</sup> et Shaoshan<sup>43</sup>, ainsi qu'une représentation de la grande muraille de Chine. Plusieurs peintures classiques de grands maîtres, tels que Xia Chang (1388-1470) et Xu Wei (1521-1593), portent « le sceau d'authenticité que leur ont toujours reconnu les experts en art depuis des temps immémoriaux<sup>44</sup> ». Les peintres chinois ont ajouté « la touche énergique de la Révolution culturelle<sup>45</sup> » à la dextérité des vieux maîtres. Les résultats en sont probants dans des œuvres comme *La ligne est complétée* et *Plein d'enthousiasme*. Le deuxième étage du pavillon est entièrement consacré à l'artisanat, dont on trouve plus de 320 produits :

La beauté et la durabilité des articles d'artisanat chinois sont quasi-légendaires. Que dire des fameuses pièces sculptées sur corail dont quelques-unes exigent six mois de travail ! La broderie, la sculpture sur bois, les tableaux faits à l'aide

39. *Ibid.*

40. « 200,000 visiteurs au pavillon de la Chine », *La Presse*, 12 août 1972.

41. Service des relations publiques de la Ville de Montréal, *Communiqué*, 20 juillet 1972, p. 2.

42. Yan'an, une ville de la province du Shaanxi, était la base politique et militaire du PCC après la Longue Marche, de 1935 à 1948.

43. Shaoshan, une ville de la province du Hunan, est le lieu de naissance de Mao Zedong.

44. Service des relations publiques de la Ville de Montréal, *Communiqué*, 20 juillet 1972, p. 3.

45. *Ibid.*

de plumes, la sculpture sur écaïlle, les tissus imprimés, la porcelaine, la poterie et l'ivoire sont autant de réalisations qu'il faut voir pour comprendre l'immense patience des Chinois<sup>46</sup>.

Le pavillon comprend évidemment quelques œuvres consacrées au D<sup>r</sup> Norman Bethune<sup>47</sup>, le médecin canadien devenu héros folklorique auprès du peuple chinois à la fois pour son travail et pour son humanisme. Dans un autre coin du deuxième étage, les visiteurs peuvent admirer une œuvre d'art d'un genre différent : il s'agit d'une grappe de 32 balles sculptée sur ivoire et représentant chacune un modèle différent. Dans toute la Chine, « cinq ou six personnes seulement sont spécialisées dans ce genre

46. *Ibid.*

47. Le D<sup>r</sup> Bethune constitue un lien important entre le peuple canadien et le peuple chinois. Médecin, chirurgien, officier dans l'armée et artiste, Norman Bethune est né en 1890 à Gravenhurst, Ontario. Durant la période allant de 1928 à 1936, il travaille à l'hôpital Royal Victoria de Montréal, puis à l'hôpital Sacré-Cœur à Cartierville (Montréal). Se préoccupant des aspects socioéconomiques de la maladie, il propose des réformes des soins médicaux et des services de santé au Canada. En 1935, il profite de son séjour à Moscou et à Léninegrad, à l'occasion d'un congrès, pour visiter des hôpitaux et découvrir le système médical soviétique. Très impressionné par ce dernier, il a pu approfondir sa connaissance du communisme et adhère, à son retour en novembre, au Parti communiste du Canada. Engagé dans la guerre civile espagnole (1936-1939) du côté républicain, Bethune organise l'unité mobile de transfusion sanguine sur la ligne de front. En mai 1937, il décide de poursuivre son œuvre en Chine, alors en pleine lutte contre les Japonais (la seconde guerre sino-japonaise, de 1939 à 1945). Il rejoint la 8<sup>e</sup> armée de route à Yan'an, dans le nord du pays. En plus des soins médicaux, il se consacre à la formation, sur le tas, d'infirmiers (six mois) et de médecins (un an), précurseurs de ceux qui seront appelés plus tard les médecins aux pieds nus. Le 12 novembre 1939, il meurt des suites d'une infection. Le 21 décembre, Mao Zedong publie le célèbre texte intitulé *À la mémoire de Norman Bethune*, qui appelle tout communiste à prendre Bethune pour exemple : « L'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissent dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple. » (Mao Zedong, « À la mémoire de Norman Bethune », dans *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, vol. 2 [Beijing, 1967-1969], p. 359-361). La commémoration de Bethune en Chine atteint son apogée durant la révolution culturelle prolétarienne (1966-1976), période pendant laquelle tous les Chinois doivent apprendre par cœur trois textes de Mao Zedong, dont *À la mémoire de Norman Bethune*. Héros national chinois, Norman Bethune devient une personnalité incontournable dans les échanges sino-canadiens, et ce, avant même que le gouvernement du Canada reconnaisse le régime de Pékin en 1970. Lors de son voyage en Chine en 1960, le D<sup>r</sup> Denis Lazure remarque que Bethune est « le seul héros ou modèle non chinois proposé à la jeunesse chinoise » (Denis Lazure, *Médecin et citoyen. Souvenirs* [Montréal, Boréal, 2002], p. 100). Pour en savoir plus sur Norman Bethune et son rôle dans les relations sino-canadiennes, voir Marc St-Pierre, *Revenant de Chine. Norman Bethune en mémoire* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2023).

de sculpture<sup>48</sup>», rappelle la Ville de Montréal. Enfin, l'ancien restaurant est converti en théâtre où des films, des pièces de théâtre et des documentaires sont présentés<sup>49</sup>.

Le journal *Dimanche-Matin* affirme que « contrairement à ce qu'on aurait cru, le pavillon de la Chine communiste fait peu de place à la propagande communiste. Il se contente de présenter un panorama de l'ancienne et de la nouvelle Chine au moyen de peintures et d'œuvres d'artisanat<sup>50</sup> ». Chang To, directeur du pavillon chinois, met l'accent sur le caractère « culturel » de l'exposition chinoise :

Le plus important, c'est quand nous avons appris que ce serait une exposition culturelle. Nous voulions encourager le flux de la culture. Cette fois-ci, nous sommes venus pour apprendre. ... Nous aimerions organiser d'autres expositions. Nous avons remarqué que beaucoup de visiteurs américains disent vouloir des expositions similaires en Amérique du Nord, par exemple à New York. Je vous assure que cela sera considéré très favorablement en Chine<sup>51</sup>.

Dans cette même entrevue avec le journal *Sunday Express*, Chang explique d'ailleurs que si la RPC a accepté de participer à l'exposition, c'est d'abord parce que « le maire nous a invités plusieurs fois<sup>52</sup> ». Toutefois, il ne semble pas vouloir répondre aux questions politiques qu'on lui pose, ni exprimer ses propres opinions sur la culture occidentale.

Au service du syndicalisme et de l'indépendance du Québec, l'hebdomadaire *Québec-Press* porte un autre regard sur le pavillon chinois. Ce dernier est excellent, commente Virginie Boulanger, l'auteure d'un reportage intitulé « À travers ses œuvres d'art, percer les mystères de la Chine contemporaine », paru en août 1972. Elle affirme « qu'à l'encontre des autres, le peuple et la classe ouvrière y sont glorifiés ». Et elle ajoutera que « c'est l'indice d'une ère

48. Service des relations publiques de la Ville de Montréal, *Communiqué*, 20 juillet 1972, p. 4.

49. *Ibid.*

50. « Même amputée de moitié, TdH connaît le succès! », *Dimanche-Matin*, 30 juillet 1972.

51. « *The most important thing was when we learned this was to be a cultural exhibition. We wanted to encourage the interflow of culture. This time we came to learn. ... We are interested in holding further exhibitions. We notice a lot of American visitors say they would like to have similar exhibitions in North America, say in New York. I assure you this will be very favorably considered in China.* » Jack Webb, « Successful Pavilion – North Americans a Hit with China », *Sunday Express*, 10 septembre 1972.

52. « *The reasons we are here is because the mayor invited us many times.* » *Ibid.*

nouvelle qui s'ouvre pour tous les peuples du monde<sup>53</sup> ». Pour cette première exposition de la Chine en sol nord-américain, elle aurait voulu voir « la représentation concrète, et non intellectuelle comme c'est le cas, de la vie de tous les jours des Chinois<sup>54</sup> », et ce qui différencie cette vie d'aujourd'hui de celle de l'ancien régime. Toutefois, à ses yeux, le pavillon chinois demeure intéressant dans son ensemble, et elle constate que la lecture des cahiers mis à la disposition des visiteurs est très éclairante. Leurs commentaires, qu'elle a passés en revue, permettent de connaître les perceptions du public à l'égard de l'exposition chinoise et de la Chine :

Nous y avons plongé et recueilli les propos qui semblent les plus justes en même temps que les plus critiques, laissant de côté les déclarations dithyrambiques à l'égard du peuple chinois, de son chef Mao Tsé-Toung et du pavillon lui-même... « Nous sommes d'accord avec Mao et le pavillon est une magnifique découverte » et « Ce pavillon est une application vivante de la pensée de Mao Tsé-Toung dans l'art. Qu'il soit le symbole de l'amitié éternelle entre les peuples chinois et québécois ! » On y trouve parfois une note d'insolence : « Où est passé Lin Piao ? », mais jamais d'injures<sup>55</sup>.

Il n'est pas sans intérêt d'observer que Virginie Boulanger a des attentes élevées quant à l'accueil que l'organisateur chinois réserve à l'invité québécois. En témoigne le fait qu'elle insiste sur un point faible, déplorant qu'il n'y ait pas dans le pavillon un seul hôte ou une seule hôtesse qui puisse parler le français – « la langue des Québécois » –, la langue de communication étant l'anglais, « langue seconde et celle du colonisateur<sup>56</sup> ». D'après les commentaires relevés dans les cahiers, la journaliste n'est pas la seule à se montrer déçue de ce manque d'attentions important de la part des Chinois. On peut toutefois affirmer que, dans leur ensemble, les propos de Virginie Boulanger semblent très émotifs, ce qui prouve un réel attachement sentimental à la Chine et au peuple chinois.

Quant à la remarque sur le respect de la langue des Québécois, elle est on ne peut plus juste quoi qu'en disent certains visiteurs complexés qui, trop sensibles, l'ont qualifiée d'injurieuse et de grossière. Peut-on reprocher à des Québécois qui se réjouissent de l'apparition de la République populaire de Chine en terre québécoise d'être désappointés de retrouver chez les fils du libérateur Mao la même réplique sinon la même attitude que chez les

53. Virginie Boulanger, « À Terre des Hommes : à travers ses œuvres d'art, percer les mystères de la Chine contemporaine », *Québec-Presses*, 13 août 1972.

54. *Ibid.*

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*



Anglophones: « Sorry, I don't speak French ». Ce n'est pas une question de fierté nationale, mais de respect de tout un peuple qui essaie de se libérer<sup>57</sup>.

Quant au contenu du pavillon, Boulanger estime qu'il a satisfait la plupart des visiteurs qui, « si l'on s'en tient aux commentaires entendus à la sortie, sortent enchantés de leur incursion dans le pavillon du pays le plus mystérieux et le plus attachant de l'heure<sup>58</sup> ». Bien qu'elle ait été écourtée par une grève du syndicat des cols bleus de la Ville de Montréal, l'exposition *Terre des Hommes* de l'été 1972 n'en a pas moins connu un succès que certains journaux locaux décrivent comme fort satisfaisant<sup>59</sup>. En effet, plus de 3 millions de visiteurs s'y sont rendus. Parmi tous les pays participants, la RPC a été considérée comme l'une des deux vedettes, l'autre étant la Suisse. Pendant les dix premiers jours (du 20 au 30 juillet), le pavillon chinois a reçu 68 000 visiteurs. Le 12 août, 200 000 personnes l'avaient visité<sup>60</sup>.

À ceux qui aimeraient approfondir leur connaissance de la Chine communiste, la journaliste de *Québec-Press* donne ce conseil :

Tous ceux qui sont restés sur leur faim après la visite de l'exposition de peintures et d'objets artisanaux de la République [populaire] de Chine et qui veulent connaître la Chine au jour le jour, autrement que par l'AFP [Agence France-Presse] et UPI [United Press International], apprécieront la lecture de *La Chine en construction*. Mensuel d'une cinquantaine de pages, *La Chine en construction* est publié à Pékin en français, en anglais, en espagnol, en arabe et en russe par l'Association chinoise du Bien-être. Abondamment illustré, ce mensuel comporte une quinzaine de reportages, d'articles, d'analyses et de renseignements sur des sujets très variés<sup>61</sup>.

*La Chine en construction* est une revue créée peu de temps après l'établissement de la RPC, d'abord en version anglaise sous le titre *China Reconstructs*. Le premier numéro voit le jour en 1951, avec pour rédacteur en chef Israel Epstein, journaliste et écrivain juif polonais naturalisé chinois. La version française paraît, pour la première fois, en 1963. Les reportages montrent les changements survenus en Chine après 1949, mettant l'accent sur divers aspects du socialisme chinois. Au Québec, plusieurs

57. *Ibid.*

58. *Ibid.*

59. « Deux vedettes cet été à Montréal : la Chine populaire... et la Suisse », *24 Heures*, 29 septembre 1972.

60. « 200 000 visiteurs au pavillon de la Chine », *La Presse*, 12 août 1972.

61. Boulanger, « À Terre des Hommes ».

groupes proposent à leurs membres la lecture du mensuel, estimant qu'il constitue une source fiable d'informations permettant de connaître les réalisations du peuple chinois sans l'intermédiaire des médias considérés comme bourgeois. Une autre publication, *Pékin Information*, lancée en 1958, joue le même rôle.

L'édition et la diffusion de ces magazines d'information font partie de la propagande communiste chinoise. La politique d'orientation des médias en langue étrangère que la Chine adopte nécessite une division plus poussée du contenu des articles de propagande. Le premier ministre Zhou Enlai souligne cette nécessité, affirmant que chaque périodique doit posséder ses propres caractéristiques et publics cibles. Avec son langage hautement politique et sa focalisation sur les affaires étrangères, *Pékin Information* a pour objectif de capter à la fois l'attention des communistes et celle des personnalités pouvant avoir une grande influence dans leurs propres sociétés. Dès les débuts du magazine, cette orientation était clairement indiquée.

Quant à *La Chine en construction*, il est plutôt destiné à des « membres des masses intermédiaires » (*zhong jian qun zhong*)<sup>62</sup>. Ces derniers n'adoptent pas une position marxiste. Comme ils ont un niveau culturel et éducatif considéré comme moyen et n'ont pas de connaissances substantielles sur la Chine, ils sont plutôt censés faire preuve de curiosité et de disposition à apprendre. Des enquêtes confirment que le lecteur moyen des magazines chinois en langues étrangères est issu d'un milieu petit-bourgeois, composé principalement d'étudiants, d'enseignants, de médecins, d'ingénieurs, de journalistes et de quelques rares paysans et travailleurs.

Au début des années 1970, les éléments dits intermédiaires des pays capitalistes semblent constituer la cible la plus importante que la propagande chinoise tente d'atteindre par l'intermédiaire de diverses publications et activités culturelles. Cette stratégie a porté ses fruits au Québec, comme le démontre l'appréciation des visiteurs qui se sont dits impressionnés, à la sortie du pavillon chinois, par les acquis du peuple chinois après 1949. En effet, dans les années 1960 et au début de la décennie suivante, on distingue deux sensibilités à l'égard de la Chine. La première émane d'universitaires anglophones de l'Université McGill, lesquels éprouvent généralement de la sympathie pour la Chine qui, jusqu'au début des années 1970, reste isolée

62. «Zhong jian qun zhong» est un terme qui se retrouve dans les documents officiels chinois. Voir, entre autres, *Shu kan dui wai xuan chuan de li lun yu shi jian (Theory and Practice of foreign propaganda publications)* (Shanghai, Xin min chu ban she, 1999), p. 45.

de l'Amérique du Nord. Malgré la diversité de leurs rapports avec la Chine, ils partagent la volonté de véhiculer une image du pays différente de celle que présentent les médias occidentaux. Ils s'efforcent de critiquer l'interprétation occidentale du passé et du présent de la Chine<sup>63</sup>. La deuxième sensibilité fait davantage preuve de compassion vis-à-vis du peuple chinois et manifeste elle aussi une grande méfiance à l'égard de l'interprétation des réalités chinoises que proposent les médias capitalistes occidentaux.

La distinction entre les deux sensibilités se trouve dans leur vision respective des rapports entre la Chine et les pays occidentaux capitalistes. Les universitaires ont pour but, notamment, de contribuer à la coexistence et à la compréhension mutuelle entre la Chine et l'Occident. Ils se réjouissent du fait que le Canada soit considéré comme un pays du second monde, conséquence de la faveur dont jouit le Canada en Chine grâce à Norman Bethune. Autrement dit, ils se préoccupent davantage des relations sino-canadiennes, tant à l'échelle étatique qu'entre les sociétés civiles. La deuxième perspective, qu'on trouve essentiellement (mais pas exclusivement) au sein de la gauche québécoise et, en particulier, de la gauche révolutionnaire, met plutôt l'accent sur la contestation et le renversement du capitalisme au Québec. La Chine est considérée avant tout comme un pays du tiers-monde qui a mené des combats acharnés pour se libérer des dominations occidentales. La position anti-impérialiste du gouvernement chinois attire certains Québécois dont l'intérêt pour la Chine s'inscrit dans cette perspective. À ce moment, il est encore très peu question de maoïsme.

Étant donné le succès qu'a connu le pavillon chinois en 1972, la négociation entre la Ville de Montréal et le gouvernement chinois fait couler beaucoup d'encre au cours des mois précédant l'ouverture de l'exposition *Terre des Hommes* en 1973. La participation de la Chine populaire devient une question presque cruciale pour l'événement dans son ensemble. Le quotidien *The Gazette* rapporte qu'un porte-parole de l'ambassade de Chine à Ottawa a affirmé que la RPC ne participerait pas à l'exposition. Dans un article que fait paraître le *Journal de Montréal*, le directeur du Service des relations publiques de la Ville de Montréal, François Zalloni, qualifie de « fantaisiste » cette « rumeur lancée par le quotidien de langue anglaise<sup>64</sup> ». Dans un reportage du journal *Le Devoir*, Zalloni souligne d'ailleurs que la question de la participation de la Chine n'est pas encore réglée. « La Ville

63. Les universitaires montréalais qui s'intéressent à la RPC font l'objet d'un chapitre que je signe dans Stéphane Savard et Jean-Philippe Carlos (dir.), *La Révolution tranquille entre l'ici et l'ailleurs* (Québec, Septentrion, 2024).

64. « L'avenir de TdH ne serait pas menacé », *Journal de Montréal*, 23 mars 1973.

est toujours en négociation avec la Chine», explique-t-il : « Il est possible que la décision de ce pays soit négative mais ce n'est pas certain. » Le même article rapporte qu'un autre porte-parole de la Ville déclare que les pourparlers avec la Chine se révèlent très lents. « Quoi qu'il arrive », ajoute-t-il, « il y aura cependant une participation chinoise à Terre des Hommes. Si, en effet, la Chine continentale se retire, une autre organisation chinoise la remplacerait et offrirait une exposition à caractère oriental. Il ne s'agit pas toutefois de la Chine nationaliste mais d'une compagnie privée<sup>65</sup>. » Ainsi, la Société Canada-Chine (SCC) voit le jour.

## Au croisement de la politique et de la culture : l'admiration sous toutes ses formes

À la différence de la CCFA de Vancouver, la création du premier groupe d'amitié au Québec en 1973 n'est pas le résultat des rivalités entre les prosoviétiques et les prochinois au sein du mouvement communiste. Fondé sur une base qui n'a que très peu de rapport avec la politique intérieure canadienne, ce groupe a pour principe de ne pas intervenir dans les affaires internes canadiennes ou chinoises. Il ne s'est d'ailleurs jamais qualifié de porte-parole du gouvernement chinois, bien que ses relations avec ce dernier aient éventuellement suscité des soupçons quant à la nature de son travail.

Issus de milieux sociaux très variés, « un petit groupe de Montréalais<sup>66</sup> » se réunit, en juin 1973, autour de la SCC, fondée sous les auspices de Paul T.K. Lin, directeur du Centre for East Asian Studies de l'Université McGill, avec la collaboration des représentants de la RPC à Ottawa. Les objectifs de la société sont les suivants : faire naître une amitié active et durable entre les peuples du Canada et de la RPC, développer et approfondir les connaissances au sujet des progrès et réalisations de la Chine, favoriser les échanges dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et des sports<sup>67</sup>.

65. « Selon le directeur Zalloni : l'avenir de TDH n'est pas menacé », *Le Devoir*, 23 mars 1973.

66. Denis Lazure, « Rapport du président, soumis à l'assemblée annuelle de la Société Canada-Chine, 27 octobre 1975 », Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Archives nationales à Québec (ci-après ANQ-Q), fonds Denis Lazure (P703), S3, D5 (Visites en Chine 1960, 1975 et 1985).

67. « Historique de la Société Canada-Chine », ANQ-Q, fonds Denis Lazure (P703), S3, D5.

Né au Canada de parents chinois, Lin a fait ses études dans son pays natal et aux États-Unis avant de s'installer dans la nouvelle Chine en 1950 et d'y demeurer pendant quinze ans. En septembre 1964, à la veille du déclenchement de la révolution culturelle prolétarienne, Lin décide de quitter le pays avec sa famille pour retourner au Canada. En septembre 1965, il intègre l'Université McGill à titre de professeur adjoint et y donne trois cours d'histoire : l'histoire de la Chine, la transformation moderne de l'Asie de l'Est aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles et l'histoire du Japon<sup>68</sup>.

Paul Lin arrive à McGill à une époque où la Chine populaire est « pratiquement un mystère en Occident, un mystère qui suscite un grand intérêt de la part de la communauté étudiante<sup>69</sup> », selon le principal de l'université. Après son arrivée, il s'exprime sur différents aspects de la Chine auprès de divers publics montréalais<sup>70</sup>.

Dans les cours qu'il donne à McGill, Paul Lin propose aux étudiants d'essayer de trouver dans le passé des éléments pouvant aider à comprendre les sujets plus récents. Il les invite par exemple à réfléchir à l'impact de l'établissement des communes populaires sur les valeurs, habitudes et attitudes des paysans chinois, afin de mesurer s'il y a un vrai changement de conscience chez ces derniers à la fin des années 1950. Alors que les tensions de la guerre froide s'intensifient et que l'avenir de la Chine, au moment de la révolution culturelle, devient de plus en plus opaque, Lin insiste sur le fait que « seuls des dialogues objectifs et empathiques, et non des cris d'affrontement ignorant la dynamique des changements historiques, peuvent influencer sur la compréhension de l'histoire<sup>71</sup> ».

68. Paul T.K. Lin et Eileen Chen Lin, *In the Eye of the China Storm. A Life between East and West* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011), p. 130.

69. « Principal's Speech: PTKL's Farewell », 7 décembre 1981, p. 1-3, Bibliothèque de l'Université des sciences et technologies de Hong Kong (ci-après HKSTU), Lin Papers, dossier « Principal Johnson's Farewell Speech of Tributes ». « *He came to McGill at a time when the PRC, the new China, was virtually a complete mystery in the West, a mystery in which there was a great deal of interest on the part of the student body.* »

70. La position pro-Pékin de Paul Lin suscite des réactions tant de la part de la communauté chinoise à Montréal, qui est jusqu'alors pro-Taiwan, qu'à l'ambassade de la Chine nationaliste à Ottawa. Par exemple, le 9 novembre 1966, cette dernière dénonce le fait que l'Université McGill aurait permis les interventions de conférenciers pro-Pékin lors de la 10<sup>e</sup> conférence sur les affaires mondiales tenue en son sein. Celle-ci, selon les représentants du gouvernement de Taiwan, serait en fait une organisation de propagande communiste. « Nationalist Chinese See Pro-Peking Bias at McGill Meeting », *The Gazette*, 10 novembre 1966.

71. « *only objective and empathetic dialogues, not confrontational shouting that ignored the dynamics of historical change, could affect the understanding* ». Lin et Lin, *In the Eye of the China Storm*, p. 118.

Cette attitude respectueuse et sympathique envers le « terroir » chinois a pu influencer ses étudiants. En effet, l'une des contributions principales de Lin est d'avoir fortement marqué l'appréhension de la réalité chinoise de ses étudiants. Plusieurs francophones deviendront, dans les années 1970, des personnes ressources pour les groupes populaires ou politiques québécois manifestant un vif intérêt envers la société chinoise. D'ailleurs, les contacts internationaux que Lin possède lui permettent non seulement de jouer un rôle d'intermédiaire entre les acteurs étatiques américains, canadiens et chinois<sup>72</sup>, mais également d'inviter à Montréal un nombre important de sinophiles, surtout des spécialistes en études chinoises des États-Unis, du Royaume-Uni, de France et de Chine, pour partager leurs connaissances et expériences avec divers publics intéressés.

En tant que Chinois né au Canada, Lin cherche continuellement à établir un pont entre ses deux identités. Comme il l'a exprimé dans son premier discours public, prononcé à l'âge de dix-huit ans : « Je suis fier d'être Canadien – de jouir de la liberté de pensée, de parole et de conscience – et je suis fier d'être Chinois – d'appartenir à une civilisation vénérable, riche de cinq mille ans de traditions glorieuses<sup>73</sup>. » Ce double héritage lui assure une excellente compréhension des deux cultures et la capacité de construire un pont entre les deux pays, à l'échelle tant étatique que civile. En fait, Paul Lin fournit des ressources scientifiques et humaines à tous ceux qui désirent en connaître plus sur la Chine, que ce soient des hommes d'affaires, des universitaires ou des activistes au sein de mouvements sociaux et politiques. Le rôle de pont qu'il joue auprès de divers acteurs, étatiques ou non, a pour effet de faciliter la communication entre ces derniers et de créer autour de lui une communauté de sinophiles partageant une même sympathie pour la Chine.

À sa fondation, la SCC compte 107 membres dont la grande majorité sont des Montréalais d'origine canadienne-anglaise et chinoise (et de langue anglaise)<sup>74</sup>. Sur la liste des premiers membres figurent les noms de personnes

72. Bien qu'actif surtout dans le milieu universitaire, Paul Lin maintient tout au long de sa carrière des liens étroits avec des hommes d'État chinois, canadiens et américains. Ces derniers le sollicitent pour son expertise dans le domaine des études chinoises, pour ses contacts personnels avec les hommes d'État et la société civile, ainsi que pour la grande crédibilité dont il bénéficie au sein des communautés chinoises au Canada et aux États-Unis.

73. « *I am proud to be a Canadian – enjoying liberty of thought, of speech, of conscience – and I am proud to be a Chinese – belonging to a civilization venerable with five thousand years of glorious traditions.* » Lin et Lin, *In the Eye of the China Storm*, p. 12.

74. Lazure, *Médecin et citoyen*, p. 144.

qui contribuent au développement des relations sino-canadiennes depuis les années 1960 : des médecins, des professeurs, des étudiants en études asiatiques, un conseiller municipal de Montréal, des personnes étant déjà allées en Chine<sup>75</sup>. Au début, la SCC se donne le mandat de présenter une image plus positive de la RPC, de même que de favoriser les échanges entre les gouvernements et les citoyens canadiens d'origine chinoise.

La SCC constitue un pont entre les acteurs étatiques et les acteurs autonomes, c'est-à-dire les individus ou groupes d'intérêt qui n'ont pas de rôle diplomatique officiel. Le gouvernement chinois a recours à la SCC, comme aux autres organisations d'amitié qui existent dans les pays tels que les États-Unis, la France ou le Royaume-Uni, afin de représenter la Chine au Canada, et ce, en théorie, de manière « autonome ». En réalité, cette représentation officieuse bénéficie toujours du soutien de Pékin et, plus directement, de ses représentants à l'étranger.

Malgré les prétentions de la SCC, parler de la Chine a nécessairement une dimension politique dans le Québec des années 1970. Ses objectifs impliquent une défense du socialisme à la chinoise. La collaboration de la SCC avec l'État chinois éveille inévitablement des soupçons quant à la nature de son travail. Des commentaires négatifs émanant de plusieurs visiteurs du pavillon chinois en 1973, conçu par la SCC, illustrent bien cette méfiance : « Exposition assez bien équilibrée entre l'ancienne et la nouvelle Chine. J'aurais aimé avoir plus de documents sur la Chine ancienne – la propagande de Mao est un peu trop présente. Tous les livres portent sur la nouvelle Chine et aucun sur l'histoire ou l'art ancien<sup>76</sup> » ; « En finir avec le communisme<sup>77</sup> ! » ; « Trop de propagande<sup>78</sup> » ; « Beaucoup de mensonges<sup>79</sup> ». Bien que le pavillon chinois demeure le pavillon le plus visité à *Terre des Hommes* entre 1972 et 1974<sup>80</sup>, les critiques n'ont jamais manqué de se faire entendre. Certains craignent l'effet de la « subtile propagande maoïste et communiste » sur les visiteurs, et que les réponses données aux questions

75. Document sans titre, qui annonce la nomination des membres du conseil d'administration, du comité de recrutement et du comité de programmation des activités, HKSTU, Lin Papers, boîte 14A.

76. « *Fairly well balanced exhibit showing old and new China. Would have liked to have more of old China – Mao propaganda a bit too heavy. All books on new China and none on history or ancient art.* » Livre d'or, B-1, 65, HKSTU, Lin Papers, boîte 12/14.

77. « *Done with communism!* », *Ibid.*, C, 23.

78. « *Too much propaganda!* », *Ibid.*, C, 66.

79. « *Lots of lies* », *Ibid.*, C, 88.

80. « Ouverture le 19 juin : le Pavillon de la Chine veut rester le plus populaire », *Le Jour*, 10 juin 1975.

de l'auditoire soient, bien que franches, « toujours entachées de propagande révolutionnaire léniniste-marxiste en faveur du régime<sup>81</sup> ».

En réalité, il existe bel et bien au sein de la SCC des membres de conviction maoïste, mais se voulant non politique, l'association ne mentionne pas l'allégeance de ses membres dans ses publications. Plusieurs de ses rapports relèvent néanmoins l'existence d'éléments politiques dans le groupe dès 1975. La SCC annonce ainsi, lors de son assemblée générale tenue le 27 octobre 1975, l'expulsion de plusieurs membres, pour avoir agi contre les buts de l'organisation. Une source révèle d'ailleurs que, dans la première délégation de la SCC en Chine, il y a des étudiants radicaux anglophones du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, dont Herman Rosenfeld, qui sera nommé en 1975 rédacteur en chef de la *Revue Canada-Chine*. Ce rapport de l'association Amitiés Québec-Chine (AQC) montre bien que la SCC n'est pas la seule organisation à prétendre représenter la Chine au Québec.

Parallèlement à la naissance de la SCC, plusieurs Québécois mettent en place, à leur retour d'un voyage d'un mois en Chine<sup>82</sup>, « un cercle d'étude sur la Révolution chinoise (Les Amitiés Sino-québécoises) », qui est ensuite transformé en « un groupe de travail visant à développer la compréhension mutuelle et l'amitié entre la population du Québec et le peuple de Chine<sup>83</sup> ». Les AQC affirment clairement que leur action doit être comprise dans la perspective d'une transformation socialiste de la société québécoise. Cette différence de nature entre la SCC, qui s'adresse davantage à l'élite montréalaise dans une perspective diplomatique, et les AQC, qui s'adressent plutôt à la classe ouvrière, est souvent soulignée à l'époque<sup>84</sup>.

Les AQC s'inspirent visiblement d'initiatives similaires en France et aux États-Unis, que ce soit l'Association des amitiés franco-chinoises ou la Society for Anglo-Chinese Understanding<sup>85</sup>. Ayant pour but de « susciter et de renforcer le courant de sympathie » entre le Québec et la RPC, l'association affirme que « cette amitié grandissante entre les peuples chinois et québécois ne peut que favoriser le développement des forces progressistes

81. « Propagande maoïste au pavillon de la Chine à Terre des Hommes », *Le Petit Journal*, 16 juillet-22 juillet 1975.

82. « L'avenir est radieux mais le chemin est sinueux », compte rendu rédigé par des personnes qui ont visité la Chine populaire, s.d., fonds Céline Lamontagne (fonds privé, ci-après fonds CL).

83. « Quelques précisions », s.d, p. 1, fonds CL.

84. Groupe Inter Quartier, « Notre expérience avec les "Amitiés Québec-Chine" », juillet 1975, cercle communiste (m-l), « À propos de notre participation aux "Amitiés Québec-Chine" », fonds CL.

85. « À nos camarades et amis », s.d, p. 1, fonds CL.



au Québec et dans le monde, encourager la paix entre les nations et préparer un monde meilleur<sup>86</sup> ».

L'orientation des AQC fait écho à une frange de membres (souvent francophones), de la SCC dont les sentiments sinophiles s'expliquent par leurs revendications indépendantistes et socialistes pour la société québécoise. Ces membres, bien que minoritaires lors de la fondation de la SCC, deviennent plus visibles les années suivantes. En 1974, Denis Lazure, alors directeur général de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu à Montréal, accepte la présidence de la SCC que lui proposent des membres soucieux du recrutement de francophones<sup>87</sup>. La SCC, selon lui, vise à « compléter les nombreux échanges gouvernementaux par des contacts “peuple à peuple” entre Chinois et gens d'ici<sup>88</sup> ». Les « gens d'ici », ainsi que l'entend Denis Lazure, sont « les gens de notre pays, en particulier ceux du Québec », qui éprouvent un vif intérêt « à l'égard du peuple chinois<sup>89</sup> ». Son projet, d'après le journaliste Jules Nadeau, est de « corriger une situation qui a souvent limité la participation du Québec au milieu anglophone sinon à l'université McGill seule<sup>90</sup> ». Il déclare ainsi qu'il entend, en tant que président, « donner “un coup de barre” à la participation des francophones à la société<sup>91</sup> ». Le nouveau président y consacre beaucoup d'énergie et de temps et, avec l'aide de Robert Garry, la SCC élargit ses activités et ses services en direction de publics très diversifiés. Le nombre de membres francophones connaît une augmentation rapide. Au début de l'année 1975, la SCC a quatre fois plus de membres qu'en 1973 et compte une proportion à peu près égale des deux principaux groupes linguistiques, en plus d'une importante représentation de la communauté chinoise<sup>92</sup>.

Le 24 octobre 1976, la majorité des membres des AQC décident de travailler au sein de la SCC, ce qui marque la fusion des deux groupes d'amitié<sup>93</sup>. La dissolution des AQC est le premier sujet relatif au travail

86. « Quelques explications », *La Chine maintenant*, vol. 1, n° 1 (s.d.), p. 1.

87. Lazure, *Médecin et citoyen*, p. 144.

88. Denis Lazure, « Mots du président », *Revue Canada-Chine*, vol. 1, n° 1 (1975), p. 2.

89. *Ibid.*

90. Jules Nadeau, « Depuis la visite de Trudeau en Chine, la lune de miel avec Pékin dure toujours », *La Presse*, 17 juillet 1975, p. A9.

91. Lazure, « Mots du président », p. 2.

92. Lazure, « Rapport du président, soumis à l'assemblée annuelle de la Société Canada-Chine, 27 octobre 1975 ».

93. Lettre de Robert Robson à Marilyn Martin, présidente de la Canada-China Friendship Association d'Halifax, 31 octobre 1976, Archives de l'Université Dalhousie, fonds CCFA d'Halifax (MS-11-2), boîte 3, dossier 7.

d'amitié abordé par la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, l'une des principales organisations maoïstes du Québec dans les années 1970. Cette réorganisation des amis de la Chine au Québec est considérée par la Ligue comme faisant preuve de son « rôle de direction crucial<sup>94</sup> » dans des groupes d'amitié. Elle se félicite d'avoir réussi à « unir le mouvement autour de la SCC et par là, à bâtir l'unité sur la base des justes principes du travail d'amitié<sup>95</sup> ».

## La ligne « juste » du travail d'amitié avec la Chine

Au Québec, le mouvement maoïste (marxiste-léniniste<sup>96</sup>) est né au début des années 1970 d'une rupture au sein du mouvement souverainiste de plus en plus dominé par le Parti québécois, considéré par l'extrême gauche comme un parti réformiste « bourgeois ». La crise d'octobre 1970 et les échecs électoraux de la gauche radicale révèlent aux yeux d'une partie de la jeunesse militante l'urgence de mener un combat idéologique vigoureux contre toutes les formes de révisionnisme et de réformisme, ce qui passe

94. « Bilan et perspectives de notre travail dans la Société Canada-Chine de Montréal », s.d., p. 2, Service des archives et de gestion des documents, Université du Québec à Montréal, fonds Parti communiste ouvrier (47P), série 11, dossier 2.

95. *Ibid.*

96. Depuis les années 1980, d'anciens militants et des chercheurs, sociologues et politologues ont réalisé des travaux historiques sur le mouvement maoïste québécois : Pierre Milot, « Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982) », mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1982 ; Jean-Marc Pottier, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes* (Montréal, VLB, 1987) ; Sébastien Degagné, « Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982) », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1998. Un dossier spécial du *Bulletin d'histoire politique*, publié en 2004, offre la possibilité de contribuer à l'historiographie sur le marxisme-léninisme (maoïsme) québécois avec des recherches scientifiques qui vont « plus loin qu'au niveau des regrets et des émotions » (David Milot, « Présentation », Dossier thématique : histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983 : un premier bilan, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1 [2004], p. 12). Cet effort se poursuit avec Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec* (Montréal, VLB, 2007), et Davis St-Denis Lisée, « “Le monde va changer de base” : l'horizon international du groupe marxiste-léniniste En Lutte! (1972-1982) », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2019. Dans le contexte québécois, le terme « marxisme-léninisme » est considéré comme l'équivalent de « maoïsme », ce qui a provoqué une réaction de la part de certains. Voir Louis Gill, « Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement “marxiste-léniniste” au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 1 (2005), p. 299-307.

selon elle par la création d'un nouveau parti prolétarien inspiré par la doctrine marxiste-léniniste chinoise. Dans l'imaginaire des maoïstes québécois, les campagnes politiques qui se sont déroulées en Chine depuis 1949 représentent bien plus que le projet d'indépendance nationale et la construction d'un socialisme démocratique tels que célébrés par les militants socialistes et syndicaux. Elles constituent des actions contestataires menées par les masses contre le pouvoir, l'autorité et la bureaucratie qui caractérisent les puissances tant impérialistes capitalistes que communistes. Le projet politique antirévissionniste de la Chine de Mao donne aux jeunes maoïstes une raison de se révolter non seulement contre les structures de pouvoir de la société québécoise, mais aussi contre une gauche traditionnelle continuellement soupçonnée de réformisme ou de révisionnisme.

Voulant se différencier des partis communistes traditionnels, le groupe En Lutte! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, les deux principales organisations maoïstes du Québec, se qualifient de « prochi-nois » dès leur fondation. Le premier s'approprie plusieurs éléments de la pensée de Mao Zedong pour formuler son projet politique. Charles Gagnon, fondateur du groupe, utilise par exemple la thèse de Mao sur la « dialectique matérialiste » pour conforter sa propre position au sein de la gauche québécoise. La confusion idéologique, qui frappe selon lui toutes les organisations de gauche à l'exception d'En Lutte! est le principal obstacle à la réalisation du désir d'unité et de la volonté d'organisation du prolétariat. Les réalisations du peuple chinois dans la construction du socialisme offrent conséquemment de nombreux exemples qui peuvent servir de justification au projet révolutionnaire du groupe. C'est également le cas de la Ligue qui se réclame, encore plus que le groupe En Lutte!, de l'appui du PCC. Les liens entre le Département de liaison internationale (*zhongyang lianluo bu*)<sup>97</sup> – le principal organe de propagande communiste de Chine – et les deux organisations maoïstes québécoises constituent un canal par lequel les relations transnationales ont pu s'établir entre le Québec et la Chine. En ce sens, les maoïstes québécois sont des acteurs non étatiques, participant aux échanges entre la société québécoise et la Chine communiste.

97. Le Département de liaison internationale (DLI) est un organe important par le biais duquel le PCC exerce son influence directe sur les relations avec les partis frères. Les ambassades de la RPC à l'étranger doivent s'adresser à la fois au ministère des Affaires étrangères et au DLI afin de bien gérer les rapports avec les partis communistes locaux. Le DLI participe d'ailleurs à la réception de toutes les délégations de la Ligue, à tel point que cette dernière parle, dans ses rapports internes, des camarades chinois qui s'occupent « habituellement » des délégués de la Ligue...

Toutefois, cette participation est-elle une contribution ou un obstacle à une meilleure image de la Chine que visent à promouvoir les « amis » du pays ? Nous allons répondre à cette question à partir de deux perspectives. D'abord, le fait que le communisme québécois se réfère au communisme chinois conduit probablement une partie de la population du Québec à associer le mouvement d'extrême gauche à la Chine. La façon dont un Québécois perçoit l'extrême gauche peut donc affecter sa vision de la Chine. Cela n'est pas nouveau. Peu de temps après que Pierre Trudeau eut lancé son « *just watch me* », plusieurs journalistes du Québec ont relevé un paradoxe : « la reconnaissance diplomatique de la Chine communiste par le Canada est annoncée au moment où un terrorisme soi-disant d'inspiration maoïste fait des siennes au Québec<sup>98</sup> ». La crainte et la résistance à l'égard du communisme, surtout à l'égard d'un projet communiste au Québec, poussent sans doute une partie de la population à rester à distance de la Chine plutôt qu'à cultiver un intérêt pour le pays.

Ensuite, les maoïstes agissent au sein de la SCC et des AQC. Leur intervention a un effet plutôt négatif sur le travail d'amitié. En effet, à partir de 1976, jouer un rôle de direction dans ce travail devient l'une des tâches prioritaires de la Ligue communiste. L'engagement de plus en plus intensif des maoïstes suscite des tensions au sein des amis de la Chine, comme dans toutes les organisations où les maoïstes tentent de s'imposer, dont les AQC. Vers 1978, la Ligue commence à affirmer son rôle « de premier plan » dans la transformation de la SCC en une « organisation de masse importante<sup>99</sup> ».

La participation des maoïstes au travail d'amitié est perçue négativement. L'engagement à titre individuel de certains maoïstes a probablement contribué à la circulation de connaissances sur la construction du socialisme chinois dans divers milieux de la société québécoise. Toutefois, l'intervention d'éléments politiques suscite d'importants conflits au sein de la SCC, entraînant le départ de membres de longue date. Par exemple, Robert Robson, président de la SCC depuis 1976, et Denise Lévesque, présidente de la SCC de Rouyn-Noranda depuis 1978, décident de quitter la Société en 1980. Robert Robson précise, dans sa lettre de démission, que

98. Jean Pellerin, « Enfin, Ottawa reconnaît Pékin », *La Presse*, 15 octobre 1970.

99. « Bilan et perspectives de notre travail dans la Société Canada-Chine de Montréal », s.d., p. 2, Service des archives et de gestion des documents, Université du Québec à Montréal, fonds Parti communiste ouvrier (47P), série 11, dossier 2.

cette décision « n'a pas été pris[e] hâtivement<sup>100</sup> ». Quant à Lévesque, elle écrit à Georges Joly, membre actif de la SCC, pour expliquer pourquoi elle se sent obligée de quitter le poste de présidence. Ces deux lettres fournissent des informations sur le fait que « la ligne ou l'orientation développée et pratiquée par le PCO<sup>101</sup> ... a abouti à des conséquences négatives concernant la SCC dans son entité, et concernant certains membres de la SCC qui ne sont plus actifs<sup>102</sup> ».

L'implication de la Ligue dans le travail d'amitié de la SCC provoque également une réelle méfiance de la part d'autres groupes d'amitié avec la Chine au Canada. Depuis 1976, la position de la SCC en faveur de la création d'une « organisation nationale d'associations d'amitié<sup>103</sup> », proposée d'ailleurs par la SCC elle-même, diffère de celle des CCFA d'autres régions. Plusieurs rapports provenant du fonds d'archives de la Ligue, qui deviendra officiellement le Parti communiste ouvrier (PCO) le 1<sup>er</sup> mai 1979, montrent que l'unification des groupes d'amitié à travers le Canada constitue l'une des tâches prioritaires du groupe depuis 1977. Cela justifie l'inquiétude et la crainte manifestées par plusieurs CCFA. Le 30 juin 1977, l'association d'Halifax affiche son opposition à « toute création hâtive d'une organisation nationale ou pancanadienne », insistant sur le fait que les difficultés rencontrées par les amis au Canada ne proviennent pas d'une « coopération limitée entre "nous" », mais plutôt de ce « qu'il y a parmi "nous" des groupes et des individus qui continuent d'utiliser et de se servir de ces associations d'amitié comme une façade pour faire avancer leurs politiques ésotériques<sup>104</sup> ». Le 3 novembre 1977, la Canada-China Friendship Society (CCFS) de Saskatchewan expose sa position : « Notre principale préoccupation, basée sur notre observation des conditions à Regina, est qu'une organisation nationale pourrait faire le jeu de l'une ou l'autre des deux organisations politiques d'extrême-gauche : In Struggle et le CCL<sup>105</sup>. »

100. Lettre de démission de Robert Robson, 28 février 1980, Division de la gestion de documents et des archives, Université de Montréal, fonds Centre d'études de l'Asie de l'Est (E131), dossier « Denise Lévesque ».

101. La Ligue communiste est devenue le Parti communiste ouvrier (PCO) en 1979.

102. Lettre de démission de Robert Robson.

103. Dans le rapport du président, présenté en 1976 à l'assemblée générale, Robert Robson affirme que le SCC « doit accepter comme priorité le développement d'une organisation nationale d'associations d'amitié et doit prendre les initiatives nécessaires en ce sens ». Robert Robson, « Rapport du président », 1976, p. 2, ANQ-RN, fonds P267, série 2, dossier 5.

104. Lettre de Marilyn Keddy à la SCC de Montréal, 30 juin 1977, p. 1, fonds CL.

105. « *Our main concern, based on our observation of conditions in Regina, is that a national organization might play into the hands of one or the other of two ultra-left political organizations :*

En mai 1978, Ruth Gamberg, membre fondateur de la CCFA d'Halifax, affirme dans une lettre adressée à Paul Lin : « Le CCS de Montréal – ou ceux qui le contrôlent maintenant – semblent incapables de séparer le travail d'amitié proprement dit de leur allégeance “politique” particulière au CCL, à tel point que, entre leurs mains, le premier devient un simple instrument du second<sup>106</sup>. »

Dans les années 1970, la Chine offre de nombreux exemples concrets qui permettent aux militants de la Ligue de prouver la supériorité du socialisme, ainsi que la justesse de sa ligne politique. Il n'est donc pas difficile de comprendre la participation active de la Ligue au travail d'amitié. Son action au sein de la SCC entraîne toutefois le départ d'un nombre considérable de membres, un déclin de l'assistance aux activités publiques qu'elle organise, et des conflits avec d'autres groupes d'amitié avec la Chine à travers le pays. Une partie de cette baisse de participation est liée aux questions que certains membres se posent à propos de la situation chinoise, questions auxquelles la SCC n'est pas toujours capable de répondre de façon satisfaisante.

Même les représentants du gouvernement chinois déplorent les conséquences désastreuses des critères de recrutement gauchistes. Une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger visite le Québec en mai 1978. Les représentants de la SCC s'entretiennent avec les délégués chinois sur la façon de mener à bien le travail d'amitié. Ces derniers reconnaissent la contribution des marxistes-léninistes. Néanmoins, « dans certains cas, nous avons constaté des erreurs gauchistes dans le travail d'amitié, qui ont réduit le nombre de membres et saboté le front uni sur lequel repose le travail d'amitié<sup>107</sup> ». Les délégués chinois critiquent sévèrement les conditions d'adhésion (l'accord avec le marxisme-léninisme) que

*In Struggle and the CCL.* » Lettre de la CCFS de Saskatchewan à Robert Robson, 3 novembre 1977, Dalhousie University Archives, fonds CCFA (MS-11-2), boîte 3, dossier 7.

106. « *The Montreal CCS – or those who now control it – seem incapable of separating proper friendship work from their particular “political” allegiance to CCL, so much so that, in their hands, the former becomes a mere instrument of the latter.* » Lettre de la SCC à d'autres groupes d'amitié du Canada, septembre 1977, p. 2, fonds CL.

107. « *in some cases we have seen leftist errors in friendship work, which reduced the number of members and sabotaged the united front on which friendship work is based.* » « Summary of the discussions with comrades from the Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries in May 1978, during the visit of the delegation of active members from the Canada-China Society (Québec) », Service des archives et de gestion des documents, Université du Québec à Montréal, fonds Parti communiste ouvrier (47P), série 11, dossier 2.

certains groupes marxistes-léninistes imposent aux associations d'amitié, conditions qui font en sorte que ces dernières ont perdu la majorité de leurs membres et sont devenues « de petits groupes de gauche<sup>108</sup> ».

Ce changement d'attitude du parti frère n'est pas étonnant compte tenu des transformations majeures qui ont lieu dans la politique intérieure et extérieure chinoise depuis 1976. Avec l'affirmation du courant pragmatique, représenté par Deng Xiaoping, la Chine s'ouvre vers l'extérieur. En juin 1978, Deng déclare que la vérité doit être recherchée dans les faits. Dans la formulation concise qu'en donne la presse, cette idée est traduite par le slogan : « La pratique est le seul critère de vérité » (« *Shijian shi jianyan zhenli de weiyi biao zhun* »). Le communiqué officiel annonce que la Chine encouragera la coopération économique avec d'autres pays. Le III<sup>e</sup> plénum du XI<sup>e</sup> Congrès du Comité central du PCC, tenu en décembre 1978, marque le début de la politique d'ouverture du pays, et les orientations de son développement économique et politique des années suivantes. L'économie s'ouvre aux capitaux étrangers. À partir de 1979, les réformes économiques d'inspiration libérale s'accélèrent. Le 1<sup>er</sup> janvier 1979, le gouvernement des États-Unis accepte le principe de la Chine unique en reconnaissant la RPC, au détriment de Taïwan.

Du côté chinois, la normalisation des relations du pays avec les pays capitalistes contribue à diminuer l'importance « d'influencer et de gagner le peuple », pour reprendre l'expression de Zhou Enlai, dans le développement de ses relations extérieures. Par conséquent, la SCC, qui constituait un canal non étatique crucial dans les échanges entre les États et les sociétés durant ses premières années, commence à perdre son statut privilégié. Les associations ou sociétés d'amitié avec la Chine ne sont plus les seuls intermédiaires par lesquels la population québécoise peut entrer en contact avec ce pays<sup>109</sup>. En parallèle, la montée d'intérêts stratégiques dans les relations sino-québécoises s'impose progressivement à l'initiative des gouvernements. En 1977, le gouvernement du Québec emprunte cette voie à l'occasion de la visite à Québec de plusieurs représentants de l'Institut des affaires étrangères de Chine<sup>110</sup>.

108. *Ibid.*

109. À partir des années 1980, le tourisme de masse se développe au Québec. Les Québécois peuvent effectuer un séjour en Chine au prix de 3 000 dollars par l'intermédiaire de plusieurs agences de voyage.

110. « Visite des membres de l'Institut des affaires étrangères de Pékin », 1977, ANQ-Q, fonds E42, dossier 4, 132, 5/1, « Affaires politiques – Chine ».

La Chine continue à attirer et retenir l'attention des Occidentaux, mais de plus en plus en vertu du marché potentiel immense qu'elle représente. Les nouveaux sinophiles qui entrent en scène sont issus notamment du milieu des affaires. En 1978, le capitaine d'industrie Paul Desmarais fonde le Conseil d'affaires Canada-Chine. L'année suivante, dans le cadre d'une imposante délégation commerciale canadienne, il effectue une première visite en Chine et pose les fondements d'une relation d'affaires durable avec ce pays. Avec l'entrée en scène de ces « capitalistes » comme acteurs non étatiques les plus actifs dans les relations du Canada et du Québec avec la Chine, on assiste à la naissance d'une sinophilie « pragmatique » dont la dimension émotionnelle est beaucoup moins prononcée que celle des années 1960 et 1970.

\* \* \*

Nous avons choisi le terme d'« étincelles » et non pas celui de « phénomène » pour qualifier la sinophilie qui est née au sein de la société québécoise durant la Révolution tranquille, puisque le nombre de ces acteurs non étatiques reste très restreint par rapport à la totalité de la population. Il nous est difficile de mesurer leur degré d'influence dans les sphères qu'ils visent (politique, sociale, médiatique, universitaire, etc.). D'ailleurs, leur impact direct sur les relations officielles reste à discuter<sup>111</sup>. Les sentiments que les amis de la Chine éprouvent vis-à-vis de celle-ci, comme nous l'avons montré, sont conditionnés par divers facteurs tels que des enjeux internationaux, les relations sino-canadiennes, la politique extérieure chinoise et, enfin, des enjeux politiques et sociaux québécois.

La sinophilie au Québec dans les années 1970 est issue de la rencontre entre une mouvance intellectuelle et diplomatique au sein de l'élite anglophone, notamment des universitaires, et des mouvements sociaux et politiques qui ébranlent la société québécoise, en particulier du côté francophone. Les étincelles sinophiles au Québec sont nées dans le

111. L'impact des groupes d'amitié sur les relations officielles varie d'un pays à l'autre, mais dans la plupart des cas, comme le démontrent les travaux existants, cet impact est « cumulatif » et facilitant plutôt que décisif et direct. Voir Jingyan Chen, « Zheng que ping jia min jian jiao wang dui zhong ri bang jiao zheng chang hua de zuo yong » (« Nécessité d'évaluer correctement le rôle des contacts civils dans la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon »), *She hui ke xue zhan xian*, n° 4 (2004), p. 271-274.



contexte d'un rapprochement hésitant entre la Chine et le Canada sur fond de guerre froide, mais aussi dans le sillage des mouvements marxistes qui s'activent depuis Mai 68. Au Québec, les effets de ces mouvements se font sentir dans les universités, les cégeps et les syndicats, dans le remous des grèves générales. Influencée par les militants sinophiles européens, français et italiens en particulier, une partie de la population québécoise cherche à s'inspirer de l'expérience révolutionnaire chinoise pour mieux s'inscrire dans les débats sociaux et politiques du Québec. C'est bien la Chine anti-impérialiste, anticapitaliste, socialiste et tiers-mondiste qui a réuni autour d'elle pendant une grande partie des années 1970 les militants de divers mouvements sociaux et politiques au Québec.

Le décrochage mutuel à la fin des années 1970 n'a rien d'étonnant. Avec l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et la normalisation de ses relations diplomatiques avec les pays capitalistes, la Chine a sans doute moins besoin de communiquer avec le monde par l'intermédiaire des associations d'amitié et des groupes maoïstes. Du côté du Québec, les maoïstes et certains amis progressistes au sens large, devant la nouvelle orientation politique, économique et diplomatique du gouvernement chinois, ont vécu un désenchantement à partir de 1976. En effet, l'amitié avec la Chine a été marquée par le climat de la guerre froide et par les affrontements issus de la décolonisation. Ce mouvement d'amitié a d'abord attiré des progressistes, pour ensuite se replier sur lui-même en effectuant un virage radical, séduisant surtout des révolutionnaires. Il prend, vers la fin des années 1970, une tournure libérale qui a eu pour effet d'ouvrir ses horizons, changement qui reflète un revirement de la diplomatie chinoise. ♦